ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

CIRCONSCRIPTION D'EPINAL

ôlectrices, ôlecteurs,

Nous voulons la Stabilité :

La Constitution de 1958 la garantit, quand bien même l'U.N.R. ne serait plus majoritaire : autrement il faudrait admettre que cette constitution aurait été préparée avec la pensée qu'elle ne serait valable qu'autant qu'un parti siègerait à la Chambre avec la majorité absolue!

Mais nous voulons aussi que la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire soit effective, et plus particulièrement que le pouvoir judiciaire retrouve son indépendance.

Nous voulons aussi que le Président de la République — l'actuel et les futurs — redevienne l'arbitre national, au-dessus des partis et pas un chef de parti.

Nous voulons une Politique plus Sociale :

En désaccord avec les affirmations gouvernementales, les statistiques européennes et mondiales prouvent que la France prend, par rapport aux autres pays européens (Luxembourg excepté) de plus en plus de retard.

Pour que la France puisse à la fois : distribuer plus aux travailleurs, aux personnes âgées (6.500.000 Français ont plus de 65 ans), aux familles (mère au foyer), aux étudiants d'origine modeste (pré-salaire) et investir pour l'éducation nationale, la recherche, la formation professionnelle, les hôpitaux, etc... il faut que nous produisions davantage, et cela n'est possible qu'en investissant plus dans l'agriculture et dans l'industrie (au lieu de laisser de plus en plus l'industrie dans les mains des capitaux étrangers). L'argent nécessaire à ces investissements doit être trouvé d'une part en favorisant l'épargne, d'autre part en permettant l'auto-investissement dans les entreprises par la réduction de la fiscalité (c'est le pari tenu et gagné aux U.S.A. par Kennedy), enfin en diminuant de 50 % l'argent dépensé massivement pour l'énergie nucléaire, et en étant plus parcimonieux de l'aide aux pays sous-développés (pourquoi dans ce domaine faire beaucoup plus que les nations riches ?).

Nous voulons une Politique plus Européenne :

L'exiguïté de l'hexagone français n'est plus valable, ni pour le progrès économique, donc social, ni pour notre sécurité, ni pour la recherche nucléaire.

Nous souhaitons aussi que :

le Gouvernement prenne enfin conscience de l'anxiété du monde rural :

- Actuellement pour une population agricole active de 20 %, la quote-part du revenu national est de 12 %. Il faut investir dans l'agriculture et organiser les marchés pour obtenir la parité comme aux Pays-Bas : 10 % de population active agricole, 10 % de revenu national.
- Depuis 9 ans, le Gouvernement fait peu pour l'agriculture : Il a supprimé l'indexation des prix agricoles (votée par le Gouvernement Félix Gaillard), la loi Laborde, diminué de 15 à 10 % l'abattement sur l'achat de matériel agricole.
- Nos quatre députés vosgiens n'ont pas voté la motion de censure déposée contre le Gouvernement pour revaloriser les prix agricoles. Qu'en pensent nos agriculteurs ?

le Gouvernement s'intéresse enfin à l'industrie textile :

Parce que cela arrange sa politique étrangère, le Gouvernement favorise l'introduction massive en France de cotonnades en provenance des Indes, de Chine, etc... et la création d'usines textiles dans les pays sous-développés. Et à cause de cela nous connaissons dans les Vosges les fermetures d'usines, les horaires réduits, les bas salaires, l'inquiétude.

notre circonscription soit défendue : Il nous faut un député efficace.

L'économie de notre région est menacée ; les emplois supprimés ces dernières années n'ont pas été remplacés ; les jeunes qui vont arriver à l'âge du travail seront contraints de quitter définitivement la région et leur famille : mamans, songez-y ! Les Vosges occupent le 77° rang des départements français pour la moyenne des salaires.

POUR TOUS CES PROBLÈMES : usines nouvelles, emplois créés, donc essor commercial, artisanal, des professions libérales, nombre de logements, subventions dans tous les domaines, LE ROLE DU DÉPUTÉ EST AUJOURD'HUI CAPITAL.

TOUS, MEME CERTAINS DE SES AMIS, ONT PERDU CONFIANCE DANS LE DEPUTE SORTANT.

Nous avons examiné avec vous l'essentiel des problèmes; nous les développerons davantage et répondrons à vos questions en particulier le Vendredi 3 Mars à 20 h. 30 à la Salle des Fêtes d'Epinal au cours de notre réunion publique et contradictoire.

SI, COMME NOUS, VOUS VOULEZ INFLECHIR, LA POLITIQUE SOCIALE, LA POLITIQUE AGRICOLE DU GOU-VERNEMENT, IL FAUT EVITER QUE LA MAJORITE ACTUELLE, INCONDITIONNELLE, RESTE EN PLACE ENCORE PENDANT CINQ ANS.

SI SURTOUT VOUS VOULEZ QUE, GRACE A L'ACTION EFFICACE DE VOTRE DEPUTE, NOTRE CIRCONS-CRIPTION REPRENNE UNE CERTAINE VIGUEUR ECONOMIQUE, QUE SES HABITANTS, QUE SES ENFANTS Y TROUVENT TRAVAIL ET LOGEMENT, IL FAUT CHANGER DE DEPUTE. Pour cette tâche essentielle, nous avons la certitude d'être aidés par les hommes efficaces de notre région. (Vous les avez vu appuyer notre candidature) et nous avons la volonté d'entretenir le dialogue avec toutes les forces vives : Syndicats, familiaux, Conseil Général, Maires, Comité d'Aménagement, etc...

Electrices, Electeurs, vous pouvez nous faire confiance.

VIVE LA FRANCE, PROSPERITE A NOTRE CIRCONSCRIPTION.

Jean HAEMMERLÉ

Docteur en Droit
Diplômé de l'Institut des Sciences Politiques
Avocat au Barreau des Vosges
Conseiller Municipal d'Epinal
Officier de Réserve -- Ancien Prisonnier de Guerre
Père de 5 enfants

Paul LEGRAND

CANDIDAT SUPPLEANT

Chevalier de la Légion d'Honneur

Médaille de la Résistance

Maire d'Essegney

Vice-Président du Conseil Général des Vosges

VU : LES CANDIDATS DU CENTRE DEMOCRATE.